

AVANT-PROPOS

Depuis la création des *Cahiers d'histoire immédiate* en 1991, le regard porté sur ce « Finistère » du continent historien qu'est l'histoire du Temps présent, a incontestablement changé.

D'abord, parce que, en quinze ans, le monde dans lequel nous vivons s'est lui-même considérablement modifié. Des « empires » que l'on croyait éternels –comme le colossal « bloc soviétique » ou l'Iran des Pahlavi- se sont écroulés comme des châteaux de sable. La structure de base des relations internationales, fondée sur le *modus vivendi* des blocs communiste et libéral, a volé en éclats. L'Union européenne s'est élargie vers l'Est de manière impensable il y a seulement deux décennies. L'Etat le plus puissant du monde s'est trouvé soudain défié par des attentats terroristes d'une audace folle, tandis que son économie était en partie sapée par l'émergence vertigineuse de celle de la Chine... Face à ces mutations multiples et considérables, remettant en cause les cadres de vie et de pensée, on a vu fleurir toutes sortes d'explications et d'interprétations, des plus émotionnelles aux plus rationnelles. Pour caractériser le rythme effréné du changement, a resurgi le fameux concept d' « accélération de l'histoire » cher à Daniel Halévy. D'autres observateurs prenant acte, tout à la fois, du déclin des autorités gouvernementales, de l'affirmation croissante des sociétés civiles, de l'intensification des conflits de type ethnique et religieux, ainsi que des actions terroristes, ont aussitôt parlé de « chaos », de « fin des révolutions », de « choc des civilisations » et, carrément, de « fin de l'Histoire »...

Inquiète, souvent affolée de se retrouver sur un bateau démâté, emporté par les houles vers tous les inconnus, l'opinion s'est tournée vers les « spécialistes », notamment les historiens, pour leur demander de déchiffrer mieux que ne pouvaient le faire des journalistes, une conjoncture de plus en plus confuse et incertaine. A cette occasion, l'historien de l'immédiat a accru sa crédibilité et confirmé sa légitimité. Des ouvrages de qualité ont été publiés sur les crises du Moyen Orient, la décolonisation, l'implosion de l'URSS et des démocraties populaires européennes, sur l'affirmation des sociétés civiles, ou sur l'histoire politique et culturelle la plus récente. Dans les Universités, jamais les thèses et les mémoires de Master n'ont été aussi nombreux sur la période la plus contemporaine. Les médias n'ont jamais autant consulté historiens et politologues, appréciant leur capacité à dégager, de la gangue des péripéties quotidiennes, le noyau dur des événements, à enraciner les faits d'actualité et à les situer dans la longue durée. Profitant de la recrudescence des mutations en tous genres, l'histoire du Temps présent, en moins de quinze ans, est parvenue à une meilleure reconnaissance sociale.

Cette reconnaissance ne s'est pas faite sans excès et sans dommages. Jamais, comme durant ces dernières années, l'historien en général, et l'historien de l'immédiat, en particulier, n'ont eu à supporter la double pression des sociétés officielle et civile. Différents gouvernements, soucieux de réprimer des actes xénophobes, et désireux de reconstituer une identité éclatée, ont, depuis 1990, édicté des lois limitant les droits d'investigation des historiens de la Seconde guerre mondiale et de la décolonisation. Simultanément, au sein de la société, des groupes influents ont exercé de fortes pressions pour que les historiens soutiennent leurs actions mémorielles. Il a fallu que ces derniers établissent avec netteté des frontières entre Mémoire et Histoire. De la même manière, ils ont dû marquer leur spécificité

en refusant, chaque fois qu'ils sont sollicités à titre d'experts lors de procès ou de grands débats, de se confondre avec les témoins et, encore moins, avec les juges.

Pour faire face, durant ces quinze dernières années, à ces demandes sociales multiples, et tenter de déchiffrer les changements, les historiens du Temps présent –davantage que leurs confrères travaillant sur d'autres époques- ont du affiner leurs techniques et leurs méthodes. Un tel effort est particulièrement manifeste lorsque l'on parcourt, comme nous l'avons fait pour préparer ce numéro, la collection complète des *Cahiers d'histoire immédiate*.

On est d'abord frappé par la densité (plus de 250 articles) et la diversité des thèmes. Même, si du fait des spécialités respectives des enseignants-chercheurs qui ont animé la revue, certaines aires (comme le monde communiste, la France, l'Algérie...) sont mieux couvertes que d'autres, aucune n'est délaissée : le Moyen Orient, l'Europe, l'Afrique, l'Amérique du Nord, l'Amérique latine, l'Asie... Seuls deux Etats sont fâcheusement oubliés : l'Inde et le Japon. Cette diversité géopolitique ne constitue cependant pas l'élément moteur de la revue, qui est, selon nous, d'ordre méthodologique. Du premier au dernier numéro, explicitement ou implicitement, nombre des articles sont, en effet, orientés dans ce sens. Un tel objectif se comprend aisément si l'on se replace dans le contexte du tout début des années quatre-vingt-dix. L'histoire immédiate, alors très contestée au sein de la corporation historienne, encore accusée comme à l'époque du fameux et retentissant « plaidoyer » de René Rémond dans un numéro de la *Revue de Science politique* de 1957, de manquer de recul et de documents d'archives, se devait, si elle voulait faire sa place parmi les disciplines du contemporain, de réfléchir sur ses méthodes et de les perfectionner. Aussi, lorsque, à la demande de notre successeur à la tête des *Cahiers d'histoire immédiate*, nous avons entrepris d'opérer une sélection d'articles parus durant les quinze ans, le choix du thème s'est imposé de lui-même. Les pratiques méthodologiques nous sont apparues l'un des leitmotifs de la publication. La seule difficulté fut, en fait, de se limiter à moins d'une trentaine d'articles.

- Nous avons souhaité débiter ce recueil par des contributions historiographiques rappelant l'ancienneté de l'intérêt pour le contemporain, de Thucydide aux fondateurs des *Annales* ; intérêt partagé, comme le prouve une enquête, par la grande majorité des professeurs de collège et de lycée de l'an 2000.
- La seconde section du présent recueil est consacrée aux principales sources documentaires utilisées par les chercheurs travaillant sur le très contemporain : les **Archives publiques** qui, surtout si elles émanent des polices politiques, exigent bien des précautions dans leur interprétation ; les **mémoires de responsables politiques**, de plus en plus nombreux à vouloir laisser aux générations futures leur version des événements ; les **revues**, multiples et foisonnantes ; la **littérature**, toujours précieuse pour reconstituer les mentalités ; les **manuels scolaires**, principaux vecteurs des mémoires officielles ; les diverses sources iconographiques et audio-visuelles : les **photographies de presse**, les **films de fiction**, les **documentaires**, les **journaux télévisés**... Nous regrettons, bien sûr, faute de place, de n'avoir pu ajouter à cette déjà longue liste, des contributions sur la presse, les sources orales et sur la documentation spécifique à Internet.
- Une troisième partie regroupe des articles proposant de suggestives « grilles d'étude » du très contemporain, inspirées par les autres sciences sociales : politologie, sémiologie, sociologie... Sont, tour à tour, abordés l'étude des images et des représentations ; l'analyse systémique des sociétés, le phénomène de mémoire... Sont évoqués aussi deux

débats récents à propos de l'étude des événements du 17 octobre 1961 et de la publication d'un ouvrage de K.Bartosek, qui montrent les difficultés d'écrire l'histoire immédiate.

- Le recueil se clôt par un bilan de l'état des recherches sur l'histoire du Temps présent en Afrique, en Amérique du Nord, en Amérique latine et en Europe occidentale. En relisant ces six contributions, on mesure bien le chemin parcouru durant ces quinze années. Il n'est guère de pays où, désormais, ne soit pratiquée l'histoire immédiate.

Désormais, des colloques internationaux réunissent -périodiquement en Espagne- et en France, à Toulouse, les 5 et 6 avril 2006, des spécialistes du très contemporain. C'est là un signe de vitalité qui ne trompe pas, mais qui ne doit cependant pas cacher des stagnations et des régressions à l'échelle des nations. Si, par exemple en ce printemps 2006, le Gouvernement français persiste dans ses dernières orientations concernant la Recherche, il est difficile d'imaginer un avenir radieux pour des revues comme la nôtre, et des équipes de recherche comme le *Groupe de Recherche en Histoire Immédiate*. A l'évidence, l'histoire contemporaine devrait être soutenue et étendue. Pourquoi freiner l'expansion d'une spécialité qui a fait ses preuves et qui répond aux besoins et aux aspirations de nos sociétés ?

Jean-François SOULET